

Les rendez-vous du SIP Intervention de Robert Castel 3 novembre 2010

Le titre proposé pour mon propos est "La montée des incertitudes", qui est aussi le titre du livre que j'ai publié l'an dernier. En effet, il m'a semblé que cette notion d'incertitude exprime assez bien un sentiment largement répandu que nous pouvons avoir face à la situation sociale et politique du moment. Le fait est que l'avenir qui nous attend porte certainement au moins autant de menaces qu'il ne porte de promesses et que nous ne savons plus très bien de quoi il sera fait.

C'est un bouleversement considérable par rapport à la situation qui prévalait il n'y a pas si longtemps. Ainsi vers le début des années 70, dans la plupart des pays d'Europe occidentale, presque tout le monde pensait que demain serait meilleur qu'aujourd'hui, nous paraissions engagés dans une dynamique de progrès économique et social. Parce qu'il y avait eu, en particulier depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, un développement spectaculaire du point de vue économique. Ainsi en France entre 1953 et 1973, à la fois la production des entreprises, la consommation des ménages et les revenus salariaux avaient pratiquement triplé avec des taux de croissance annuels de 5 à 6 %.

En même temps, sur le plan social, une sécurité sociale étendue s'appliquait à la majorité de la population, le droit du travail progressait, il y avait une stabilité de l'emploi dans une situation de quasi plein-emploi.

Ce n'était pas le paradis, il y avait des conflits sociaux. Ce n'était pas du tout une société apaisée, mais néanmoins nous paraissions engagés dans une dynamique de progrès.

Aujourd'hui, ce n'est plus du tout le cas et c'est même à certains égards le contraire. Il y a des données objectives qui nous disent que les $\frac{3}{4}$ des Français craignent que la situation de leurs enfants soit inférieure à celle qui est la leur aujourd'hui. Cela a toutes chances d'être vrai, car il y a des enquêtes sociologiques qui montrent que les jeunes gens qui arrivent aujourd'hui à l'âge adulte risquent en effet d'avoir une situation inférieure à celle de leurs parents en termes de carrière, de revenus, de carrière professionnelle et plus généralement de position assurée dans la société. C'est le risque de se trouver en position de mobilité descendante ce qui contraste avec la mobilité sociale ascendante considérable qui avait caractérisé la période précédente, au moins depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. On pourrait multiplier les exemples, mais on peut dire qu'une grande transformation, un changement en profondeur s'est produit et il a ruiné la confiance que nous avions en l'avenir.

L'hypothèse qu'on pourrait faire, c'est que nous sommes entrés récemment dans une "grande transformation" (terme repris à K. Polanyi) dont l'ampleur est comparable à la secousse de l'implantation du capitalisme et d'ailleurs qui correspond à la sortie du capitalisme industriel et des formes de régulation qu'il avait instaurés et à l'entrée dans un nouveau régime du capitalisme, plus sauvage, plus agressif, qui joue la concurrence exacerbée au niveau de la planète avec la mondialisation, avec l'hégémonie du capital financier international.

Au fond, cette grande transformation a affecté à peu près tous les secteurs de la vie sociale, mais je ne vais pas en faire un inventaire complet. Je choisis trois secteurs

dans lesquels les changements en cours me paraissent particulièrement importants et particulièrement significatifs.

- **Transformation de l'organisation du travail et montée du chômage**

Cela me paraît être l'épicentre de ces transformations.

On pourrait dire que le capitalisme industriel avait lui aussi commencé à s'implanter de façon très sauvage. Par exemple, la condition des prolétaires du début du 19^{ème} siècle, à la fois misérables, méprisés et vivant dans une insécurité sociale totale.

A la suite d'une longue histoire faite de luttes, de conflits, de négociations et de périodes d'apaisement d'environ un siècle, une certaine forme d'équilibre avait été trouvée entre les intérêts du marché et les intérêts du monde du travail qui accepte ou se résigne à la subordination salariale (nous sommes toujours dans une société capitaliste) mais en contrepartie bénéficie d'une contrepartie considérable, à savoir; un salaire qui est censé être décent, un droit du travail qui réduit progressivement l'arbitraire patronal et des protections fortes (droit à la santé, à la retraite, etc.), ce qu'on peut appeler un statut de l'emploi fort, qui paraissait quasi hégémonique en Europe occidentale jusque dans ces années 70. Il y avait bien le quart monde c'est-à-dire les populations qui n'étaient pas rentrées dans cette dynamique de la modernité, il y avait aussi un marché secondaire du travail. Mais on pensait en général que ces réalités allaient être dépassées avec la continuité de ce développement économique et social. Mais ce n'est pas ce qui s'est produit.

Et à partir du début des années 70, quand on a commencé à parler de la crise, sans bien comprendre toute sa profondeur, ce statut de l'emploi solide qui paraissait quasi hégémonique en situation de plein-emploi s'est fissuré et avec lui, les protections qui y étaient rattachées. Et effectivement, le chômage de masse, la précarisation des relations de travail, sont devenus deux grandes caractéristiques nouvelles par rapport à la situation qui prévalait à la fin du capitalisme industriel. Le chômage de masse, cela veut dire que ce nouveau capitalisme qui se met en place ne paraît pas capable d'assurer le plein-emploi. Et la preuve en est qu'il y a dans la plupart des pays qui sont bien placés pour porter ce développement capitaliste, un chômage de masse, mais aussi et personnellement cela me paraît au moins aussi important, une précarisation des emplois.

Je viens de dire que ce nouveau capitalisme n'est pas capable d'assurer le plein-emploi. Mais si on voulait être méchant, on pourrait se dire "Peut-être qu'il n'est pas intéressé à créer ce plein-emploi?" Oui, mais pourquoi? Peut-être parce que l'emploi c'est coûteux, mais surtout, car cela donne aux salariés des droits qui seraient incompatibles avec les nécessités de la concurrence. Donc, le plein-emploi n'est peut-être pas indispensable. Par contre, la pleine activité est indispensable ou en tous les cas cela peut-être un idéal.

Et d'ailleurs, c'est le mot d'ordre de l'OCDE: une société de pleine activité. Il faut que tout le monde travaille. D'ailleurs, c'est ce qu'on nous rappelle tous les jours "il faut travailler plus" autrement on est un misérable assisté aux dépens de "la France qui se lève tôt". On qualifie d'ailleurs souvent les chômeurs de chômeurs volontaires, ce qui est une manière pas polie du tout de les traiter de fainéants!

Donc, il faut travailler absolument, mais s'il faut absolument que tout le monde travaille, il ne faut pas être trop exigeant sur les conditions du travail, les rémunérations, etc. et c'est ainsi que l'on devient travailleur pauvre. Cette catégorie de travailleur pauvre a réapparu, il y a une dizaine d'années. Ce n'est pas une nouveauté absolue, car la pauvreté avait toujours été associée à la condition de travailleur. Mais dans cette société salariale, on croyait être sorti de

cette situation. Or, à nouveau, il y a des travailleurs pauvres c'est-à-dire des gens qui bien que travaillant n'arrivent plus à gagner suffisamment que pour assurer une certaine indépendance économique pour eux et pour leur famille. Cette situation n'est pas seulement due au chômage mais à la précarité. C'est le cas en France, mais aussi ailleurs en Europe, par exemple en Allemagne où le taux de chômage a baissé de 10 % à 6,7 % mais parallèlement, le nombre des emplois dégradés, précaires s'est accru au moins d'autant. De sorte qu'à la limite on pourrait penser une résorption quasi totale du chômage qui serait compensée par la prolifération de ces situations de précarité. Car aujourd'hui, la précarité n'est plus "un mauvais moment à passer", on s'installe dans la précarité. C'est paradoxal, mais la précarité devient une sorte d'état permanent, comme s'il se développait une sorte de couche nouvelle dans la division du travail, au-dessous du salariat, que j'avais proposé d'appeler un "précarariat".

- **Ebranlement du secteur de la protection sociale**

Ces changements qui sont intervenus dans l'ordre du travail ont une incidence directe sur le régime des protections. Cette incidence est directe puisque les protections les plus fortes avaient été rattachées au travail (les assurances sociales alimentées par les cotisations ouvrières et patronales). On comprend que ce système soit affecté par la situation actuelle. Il est affecté d'abord dans son financement puisqu'il y a un nombre décroissant de gens qui doivent assurer un nombre croissant de gens. Mais je crois que ce système est aussi affecté dans sa structure même, parce qu'il y a un nombre croissant de personnes dans nos sociétés qui ne peuvent plus bénéficier de ce type de protections, soit parce qu'elles ne travaillent pas soit parce qu'elles travaillent dans des formes tellement dégradées d'emploi qu'elles ne peuvent plus s'assurer à partir de leur travail.

C'est pour ça que c'est à partir des années 70, que l'on voit se développer en France, un autre type de protection qui obéit à la logique des minimas sociaux (RMI, RSA, RI) mais aussi toute une foule de mesures dans le cadre de la politique de la ville ou les mesures prises dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Il faut remarquer que d'une part ces protections sont inférieures à celles qui sont construites à partir du travail, mais aussi qu'elles sont accordées sous conditions. Les bénéficiaires doivent faire la preuve qu'ils en ont besoin. Je ne peux pas condamner ces mesures, car elles rendent service à des gens qui en ont vraiment besoin, mais je pense que ces aides débouchent sur des situations un peu bizarres et qui méritent réflexion. Si je prends l'exemple du RSA qui est la grande mesure sociale du Gouvernement Sarkozy. Sa grande idée était d'encourager des gens qui étaient au RMI à reprendre du travail et à rémunérer ce travail.

Cela part d'une bonne intention parce que ce n'est jamais bon d'être un pur assisté, mais sans être complètement naïf il faut bien penser qu'il y a des gens qui vont s'installer dans ce type de situation. Cela signifie qu'ils seront à moitié des travailleurs et à moitié des assistés. Ils seront des travailleurs et ils toucheront donc un salaire, mais ce salaire sera tellement médiocre qu'en même temps ils toucheront leur allocation de RSA comme s'il y avait un certain brouillage des frontières entre l'assistance et le travail.

Ce flou me paraît être un phénomène important et inquiétant qui doit avoir des incidences sur les interventions sociales, car il y a un nouveau profil de gens qui sont obligés d'avoir recours aux services sociaux et qui sont très différents du public habituel.

- **Remise en question du statut de l'individu lui-même**

Je crois qu'on assiste à une dégradation assez considérable du travail dans laquelle certaines catégories d'individus se retrouvent déstabilisées, en perte de repères, menacées d'invalidation sociale ou d'exclusion. Justement parce qu'ils ont perdu les moyens d'assurer par eux-mêmes un minimum d'indépendance économique et sociale.

Une conséquence concerne le statut de l'individu lui-même ou d'un grand nombre d'individus. La dégradation du travail ou de certaines protections sociales peut entraîner la dégradation de la capacité de certains individus de se considérer comme des acteurs à part entière, dotés du minimum d'indépendance nécessaire pour exercer ses responsabilités dans la société.

Cela peut se comprendre, un individu dans ses représentations, dans l'idéologie libérale n'est pas une espèce d'entité qui tombe sur ciel armé de toutes ses capacités. Je pense qu'un individu, pour avoir un minimum d'indépendance, a besoin de supports, de conditions et je crois que l'histoire sociale montre très bien que l'individu moderne a eu d'abord besoin du support de la propriété, du desserrement des contraintes traditionnelles. Pour être un individu libre et égal aux autres comme le disait la Déclaration des droits de l'homme, il fallait être propriétaire. Et d'ailleurs, ceux qui ne l'étaient pas n'étaient rien socialement parlant, ils n'avaient aucun droit, aucune considération.

Et ils n'avaient rien de commun avec cette conception de l'individu moderne que l'on retrouve dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

On pourrait montrer que ces prolétaires misérables ont accédé au statut d'individu à part entière lorsqu'ils ont acquis ou conquis des droits et des ressources suffisantes pour être d'abord affranchis du besoin et capables d'assurer un minimum d'indépendance économique et sociale. On pourrait dire, je crois, qu'il y a eu généralisation ou démocratisation de la capacité d'être positivement un individu à partir du moment où la majorité de la population d'un pays moderne a disposé de ressources et de protections suffisantes pour conduire sa vie avec ce minimum d'indépendance. Mais je crois qu'il faut insister sur le fait que ce statut complet de l'individu était fortement connecté à la consistance de la condition salariale et c'est en particulier la solidité du statut de l'emploi qui donnait au travailleur l'essentiel de ses ressources et de ses protections pour lui-même et pour ses ayants droits. Lorsque ce socle s'effrite ou à plus forte raison, lorsqu'il disparaît, l'individu se fragilise et à la limite se retrouve invalidé. C'est le cas par exemple du chômeur de longue durée et toutes les études sur le chômage montrent que ce que le chômeur perd ce n'est pas seulement son emploi, c'est son identité sociale qui se fissure. C'est aussi le cas du jeune qui galère à la recherche d'un premier emploi, qui vit au jour la journée comme on disait autrefois. Et à qui il arrive de faire des bêtises dans ce type de situation où il n'a pas d'avenir.

Peut-être faut-il poser la question "comment peut-on être un individu quand on vit dans ces conditions?"

Je pose cette question qui n'implique aucun mépris pour ces personnes qui ont des désirs, des besoins, des plaisirs et des peines. Et d'ailleurs très souvent, ils ont la volonté d'être des individus à part entière. D'ailleurs dans nos sociétés c'est presque une injonction d'être un individu et personne n'y échappe "sois autonome", "sois indépendant", ... On répète cela tous les jours, mais en même temps, il y a des individus auxquels les moyens ne sont pas donnés d'être les individus qu'ils voudraient être, c'est-à-dire qu'ils sont des individus par défaut.

Ca ne veut pas dire qu'ils sont débiles ou déficients, mais que justement, ils sont en défaut de ces ressources et de ces supports nécessaires à réaliser cette aspiration à être un individu.

Et souvent, ils sont condamnés à vivre aux abois, dans l'incertitude des lendemains. Ils n'ont pas la capacité de maîtriser le présent et encore moins d'organiser leur avenir. Il me semble qu'il faut accorder de l'importance à l'existence de ce type d'individus alors que la tendance dominante est à la célébration de l'individu, au sens des responsabilités, au goût d'entreprendre, libérer l'individu des contraintes étatiques, récompenser l'esprit d'initiative, la prise de risque, etc. C'est le noyau de l'idéologie libérale, cette sorte de célébration de la nécessité d'être un individu et d'ailleurs personnellement je pense aussi qu'être un individu libre et responsable, dans la lignée de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen est un bel idéal, c'est peut-être l'idéal par excellence de notre modernité.

Mais si on prend la peine de regarder comment, souvent, les hommes et les femmes vivent dans notre société, et bien on est obligé de constater que cela reste un idéal, car il existe des façons très problématiques d'être un individu et même des situations, et je crains qu'elles soient de plus en plus nombreuses, où justement beaucoup d'individus manquent de ces ressources de base pour se conduire comme des êtres libres et responsables. Autrement dit, la modernité a promu la valeur de l'individu, mais en même temps, elle est aussi capable d'invalider, de déqualifier certaines catégories d'individus et il m'a semblé qu'un des rôles de la sociologie, alors que nous devenons de plus en plus des sociétés d'individus, était d'attirer l'attention, d'explorer un petit peu ces zones grises, honteuses, sur lesquelles on reste souvent très discret. Et d'ailleurs, je pense que c'est dans cette zone grise que l'on retrouve les pauvres, les gens en grande précarité, les familles monoparentales, ...

Je vous ai donc présenté trois lignes d'analyse pour éclairer cette grande transformation. Si on avait eu plus de temps, je vous aurais également dit quelques mots de la déstabilisation de l'état social qui est un peu la clé de voute de ce dispositif des protections et qui était un état national social. C'est-à-dire que c'est des nations comme la France, la Belgique ou l'Allemagne qui avaient construit ce type de protections. Justement parce que ces nations avaient une position dominante dans l'économie-monde et que donc, elles pouvaient construire des politiques sociales assez ambitieuses. On comprend qu'avec l'européanisation, avec la mondialisation, il y a une perte de pouvoir de ces états nations qui ont construit ces protections sociales et que c'est aussi un élément important dans la conjoncture actuelle.

J'ajoute seulement, avant de terminer, que vous avez pu sans doute penser que ces analyses que je viens de présenter ne prêtent pas tellement à l'optimisme. Cela se comprend, car c'était mon parti-pris et que j'ai souligné les changements qui vont dans le sens de la dégradation de la situation antérieure et qui minent notre confiance en l'avenir. Je crois cependant qu'il faut éviter les discours catastrophistes et que si l'avenir est aujourd'hui incertain cela veut dire aussi que le pire n'est pas certain et je crois que nous sommes aujourd'hui dans une situation complexe traversée de tensions contradictoires. Il y a évidemment cette dynamique puissante de ce nouveau régime du capitalisme mondialisé qui menace de tout emporter dans une logique de marchandisation, de financiarisation comme le cataclysme financier de l'automne 2008 nous l'a rappelé, mais il faut ajouter que nous sommes encore en France et en Belgique, dans des sociétés qui sont encore pas mal entourées de protections; la sécurité sociale et les retraites, ça existe encore.

De sorte que l'on pourrait peut-être dire que si l'avenir est incertain, et je crois que c'est assez vrai, il n'est pas joué et il dépendra au moins en partie de ce que l'on fera ou de ce que l'on ne fera pas aujourd'hui pour essayer d'en maîtriser le cours. Et on pourrait se demander quelles pourraient être les directions, les pistes et solutions pour lutter contre ces processus de précarisation.